

LA FRANCE AMORCE UNE
BOMBE
CLIMATIQUE
AU LARGE DU
MOZAMBIQUE

MAI 2019



Les Amis
de la Terre
France



Entre 2005 et 2013, près de **5000 milliards de m³ de gaz ont été découverts** au large du Mozambique dans le bassin du Rovuma au Nord du pays.¹ Les différents projets d'infrastructures destinés à permettre l'exploitation et l'exportation de ces nouvelles réserves d'énergies fossiles sont aujourd'hui en passe d'atteindre leurs décisions finales d'investissement. L'industrie fossile a prévu **50 milliards de dollars d'investissement**, soit plus de quatre fois le PIB du Mozambique en 2016.² Les multinationales gazières se sont partagées le gâteau. Total devrait être bientôt **à la tête du plus gros projet dans la zone 1**.³ Les trois projets en cours de développement - Coral South FLNG, Mozambique LNG et Rovuma LNG sur les zones 1 et 4 - pourraient permettre au Mozambique de produire **31,48 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) chaque année à partir du 2024**, faisant du pays le sixième exportateur de GNL au monde.⁴ Les multinationales françaises, soutenues par l'Etat, sont fortement impliquées dans ces différents projets.

IMPACTS CLIMATIQUES

Comme le déclarait [Fatih Birol, directeur de l'agence internationale de l'énergie, en novembre 2018](#), « Nous n'avons plus de place [dans le budget carbone mondial] pour construire quoique ce soit émettant du CO₂. »⁵ En totale contradiction avec les objectifs de l'Accord de Paris, les géants du gaz et leurs financeurs - les Français en tête - se sont pourtant lancés dans

l'exploration et l'exploitation de ces nouveaux gisements carbonés. Les trois projets réunis ont le potentiel d'émettre d'énormes quantités de gaz à effet de serre, principalement de méthane, réduisant à néant nos chances de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C. Ironie du sort, les impacts du dérèglement climatique sont largement palpables au Mozambique, qui a connu deux événements climatiques meurtriers au cours des derniers mois. En mars 2019, la ville de Beira s'est notamment retrouvée [rayée de la carte](#) suite aux inondations provoquées par le passage du cyclone Idai.⁶

1. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2017/12/27/le-gaz-au-mozambique>

2. *The Netherlands helps Shell profit from gas in dirt-poor Mozambique*, *Down to Earth*, 10 janvier 2019

3. *Total annonce un accord avec Occidental pour les actifs africains d'Anadarko*, *Les Echos*, 05 mai 2019

4. *Pivotal year for Mozambique's LNG ambitions* par Neil Ford sur *NaturalGasWorld.com*,

5. *World has no capacity to absorb new fossil fuel plants, warns IEA*, *Les Echos*, 13 novembre 2018

6. *Au Mozambique, « Beira, première ville au monde détruite par les changements climatiques »*, *Le Monde*, 28 mars 2019



IMPACTS SOCIAUX

Au-delà des impacts climatiques, les impacts du développement gazier sont désastreux pour les populations de la province de Cabo Delgado. De nombreux déplacements forcés de populations sont prévus, privant les communautés de l'accès à la mer ou les séparant de leurs terres, sources de revenu et principal moyen de subsistance. En contrepartie, très peu, voire aucun, des emplois générés par les activités gazières ne leur reviendront. Dans un pays où près de 80% de la population n'a pas accès à l'électricité, l'exploration gazière ne vise même pas à diminuer ce chiffre puisque le gaz sera très largement liquéfié puis exporté vers d'autres pays, principalement vers le marché asiatique. Le projet participe aussi à l'instabilité politique de la région, avec une recrudescence de violences depuis que les multinationales ont démarré leurs activités. On parle de [2 à 3 attaques par semaine et recense 120 morts au cours des derniers mois](#).⁷

⁷<https://mg.co.za/article/2019-04-25-the-faceless-insurgency-in-mozambique-that-no-one-can-explain>

⁸ IUCN, *The IUCN Red List of Threatened Species*

⁹<https://fr.unesco.org/biosphere-reserves/mozambique/quirimbas>

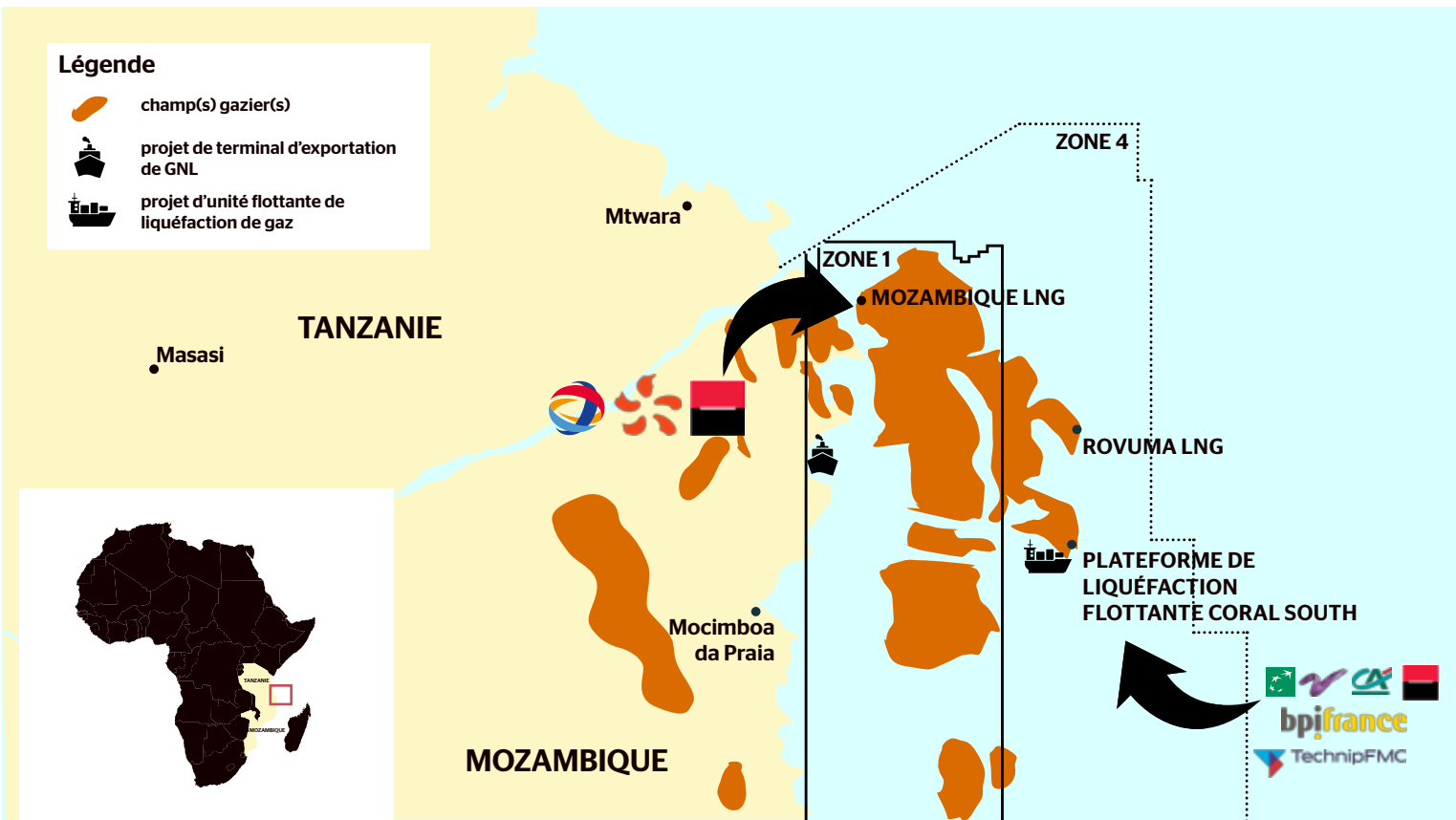
IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

La région où les projets sont situés comprend une zone abritant une faune et une flore exceptionnelles, notamment des [espèces considérées en danger par l'IUCN](#)⁸, ainsi que des écosystèmes rares. La flore et la faune de l'archipel des Quirimbas⁹, [réserve de biosphère reconnue par l'UNESCO](#), est directement menacée.

**50 MILLIARDS DE
DOLLARS D'INVESTISSEMENT**
=
**PLUS DE 4 FOIS
LE PIB DU MOZAMBIQUE (2016)**



LES MULTINATIONALES ET L'ETAT FRANÇAIS À L'ASSAUT DU GAZ DU MOZAMBIQUE (BASSIN DU ROVUMA)



Suite à l'annonce du rachat des actifs africains d'Anadarko dans le secteur du gaz par Total début mai 2019, la multinationale devrait elle aussi faire prochainement son entrée dans le projet avec 26,5% des parts de Mozambique LNG dans la zone 1, et être opérateur du projet, où 12,8 millions de tonnes de GNL/ an pourraient être produits.



En consortium avec d'autres entreprises, **TechnipFMC**, dont l'État français est actionnaire, a décroché le contrat d'ingénierie, de fourniture des équipements et de construction d'une unité flottante de gaz naturel liquéfié (FLNG) pour le projet Coral South dans la zone 4.



En 2017, l'État français a subventionné TechnipFMC pour Coral South LNG en lui délivrant une garantie export de 528,21 millions d'euros via son agence de crédit à l'exportation, **Bpifrance** Assurance Export.



EDF fait partie des premiers à avoir signé, en 2018, un contrat avec Anadarko pour acheter le GNL produit dans la zone 1. La reprise des actifs par Total ne changera probablement rien au contrat.



Crédit Agricole détenait un mandat de conseil pour le développement de Coral South FLNG. **Natixis** a géré un financement de \$4,7 milliards pour le projet. Toutes les grandes banques françaises ont finalement mis la main à la poche : **Crédit Agricole** (\$399 millions), **BPCE/Natixis** (\$267 millions), **BNP Paribas** (\$251 millions), **Société Générale** (\$242 millions).

Société Générale joue également un rôle clé sur le projet Mozambique LNG : elle est conseiller financier auprès d'Anadarko et probablement de Total demain pour rassembler les \$20 milliards nécessaires au lancement du projet. La décision finale d'investissement est attendue dans les prochains mois.